

ACTION URGENTE

UN MEMBRE DE L'OPPOSITION CONGOLAISE DÉTENU SANS INCULPATION

Paulin Makaya, membre de l'opposition politique congolaise, est maintenu en détention depuis le 23 novembre, sans avoir été présenté à une autorité judiciaire. Aucune inculpation n'a été prononcée contre lui. Interrogé à plusieurs reprises en l'absence de son avocat, il n'a pas été autorisé à recevoir la visite de ses proches dès son placement en détention.

Paulin Makaya, président du parti politique Unis pour le Congo (UPC) a reçu le 20 novembre une convocation écrite de la part du procureur général près la haute cour de Brazzaville. Il devait se présenter au bureau de celui-ci aux fins d'interrogatoire dans le cadre d'une enquête.

Paulin Makaya et son avocat s'y sont rendus lundi 23 novembre. Lors de l'entretien, on lui a posé des questions sur sa participation présumée à une manifestation non autorisée contre un référendum sur une révision de la Constitution congolaise. Cette manifestation avait été organisée par l'opposition le 20 octobre, à Brazzaville.

Alors que le procureur général continuait de l'interroger, des policiers sont entrés dans la pièce, l'ont arrêté et l'ont conduit au commissariat central de la capitale congolaise avant de l'interroger en l'absence de son avocat. Ce dernier s'est rendu au commissariat le lendemain, mais n'a pas été autorisé à voir son client. Paulin Makaya a de nouveau été interrogé les 26, 27 et 30 novembre, en l'absence de son avocat. Son épouse n'a pas été autorisée à lui rendre visite ni à lui apporter de la nourriture le premier jour de sa détention.

Il est retenu au commissariat depuis le 23 novembre, sans avoir été présenté à une autorité judiciaire ni inculqué. La durée maximale de garde à vue sans comparution devant un juge, fixée par la loi à 72 heures, est maintenant écoulée.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en français ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités congolaises de relâcher immédiatement Paulin Makaya, ou de le faire comparaître sans délai devant un tribunal civil de droit commun, qui pourra l'inculper d'une infraction dûment reconnue par le droit international et le juger dans le respect des normes internationales d'équité ;
- priez-les instamment de veiller à ce que, dans l'attente de sa libération, cet homme ne subisse pas d'actes de torture ni d'autres mauvais traitements et puisse s'entretenir avec l'avocat de son choix, recevoir des visites de ses proches et avoir accès aux services essentiels ;
- exhortez-les à mettre fin à toutes les formes de harcèlement, en particulier judiciaire, visant les membres de l'opposition politique et tous les autres défenseurs des droits humains au Congo.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 12 JANVIER 2016 À :

Ministre de la Justice
 Aimé Emmanuel Yoka
 PO Box: 2497 Brazzaville
 République du Congo
 Fax : +242 022 81 41 67
 Courriel :
 lesimon.associates@gmail.com
Formule d'appel : Monsieur le
Ministre,

Procureur général près la haute cour de
Brazzaville
 André Oko Ngakala
 Courriel : nzaouf2002@yahoo.fr
Formule d'appel : Monsieur le
Procureur général,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Congo dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax number courriel formule d'appelSalutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

UN MEMBRE DE L'OPPOSITION CONGOLAISE DÉTENU SANS INCULPATION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 25 octobre a eu lieu un référendum visant à modifier la Constitution du Congo et à permettre, entre autres, au président en exercice de briguer un troisième mandat en 2016.

Durant la période qui a précédé le référendum, la liberté des médias a été fortement restreinte : les services d'Internet mobile et de messages texte, et le signal de certaines stations de radio ont été coupés à Brazzaville. La liberté de réunion a également fait l'objet de restrictions, de nombreuses manifestations étant interdites et d'autres étant réprimées par la force. Des manifestations ont été organisées à Brazzaville, à Pointe-Noire et dans d'autres villes congolaises pendant cette période, les contestataires entendant exprimer leur opposition aux propositions de modification de la Constitution. Les forces de sécurité du pays ont recouru à une force excessive et, parfois, injustifiée contre les manifestants. Elles ont également tiré à balles réelles contre ceux qui s'étaient rassemblés à Brazzaville le 20 octobre. Les heurts entre forces de sécurité et contestataires ont fait au moins six morts et plusieurs blessés.

Après l'adoption le 27 octobre des amendements de la Constitution et leur validation le 6 novembre par la Cour constitutionnelle, on a assisté à une vague d'arrestations et à des actes d'intimidation très fréquents contre celles et ceux qui critiquaient ouvertement les amendements constitutionnels. Le 30 octobre, le domicile de Paulin Makaya a été encerclé et mis à sac par des inconnus et des membres des forces de sécurité. Le 20 novembre, celui-ci a déposé une plainte pour effraction et tentative de meurtre auprès du procureur général près la haute cour de Brazzaville.

Au Congo, les proches de personnes détenues leur apportent souvent de quoi manger, car la nourriture servie par les autorités n'est parfois pas suffisante.

Nom : Paulin Makaya
Homme

AU 274/15, AFR 22/2979/2015, 1^{er} décembre 2015